

FORMER LES INGÉNIEURS AGRONOMES À L'ACCOMPAGNEMENT DES DYNAMIQUES TERRITORIALES

Trajectoire d'une spécialisation « développement territorial » à l'Isara

[Perrine Vandembroucke](#)

GREP | « Pour »

2021/2 N° 240-241 | pages 367 à 377

ISSN 0245-9442

DOI 10.3917/pour.240.0367

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-pour-2021-2-page-367.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour GREP.

© GREP. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Former les ingénieurs agronomes à l'accompagnement des dynamiques territoriales

Trajectoire d'une spécialisation « développement territorial » à l'Isara

Perrine Vandenbroucke¹

Enseignante-Chercheure à l'ISARA

pvandenbroucke@isara.fr

Depuis 1989 est développée au sein de l'ISARA², école d'ingénieurs en agriculture, alimentation, environnement située à Lyon, une spécialisation de fin de cursus orientée vers les métiers du développement local. Pourquoi et comment l'ISARA développe-t-elle un cursus orienté vers le développement local ? Quelles évolutions du curriculum ? Quelle place pour des ingénieurs agronomes dans le développement territorial ? Cet article retrace les grandes phases d'évolution de cette spécialisation, témoigne des ambitions pédagogiques portées aux différentes périodes par les équipes. Le travail historique permet de mettre en perspective des ruptures et continuités dans le projet de cette spécialisation, sous l'influence de plusieurs facteurs : le contexte régional, national, international des politiques publiques, du développement territorial et de la coopération ; les équipes pédagogiques impliquées dans le Domaine d'Approfondissement (DA), leurs sensibilités et

1 Avec les remerciements à tous ceux qui ont participé et participent à ce projet collectif depuis de nombreuses années : Carole Chazoule, Audrey Vincent, Hélène Brives, Mathieu Désolé, Caroline Brand, Philippe Fleury, Annie Dufour, Jacques Godet, Jean-Claude Jauneau, Michel Guglielmi, Patrick Mundler, Cécile Bernard et Cécile Praly.

2 Institut Supérieur d'Agriculture Rhône-Alpes. Le nom n'est plus décliné.

disciplines ; et les étudiants, révélateurs par l'expression de leurs attentes et projets professionnels, des transitions sociétales.

Continuités et ruptures d'une spécialisation « développement »

L'Isara est fondée en 1968, avec le projet de « former des ingénieurs au service du développement de l'agriculture ». Annie Dufour souligne dans sa thèse l'importance du « développement » comme paradigme fondateur du projet pédagogique (Dufour, 1998). Cette approche a été impulsée par les premiers salariés de l'école, Maurice Manificat et Pierre Picut, très proches d'Henri Desroches. Fortement inspirée d'un humanisme chrétien, elle renvoie à une logique d'un développement intégral, « promouvoir tout l'homme et tout homme » (Dufour, 1998, p. 145). Ceci s'incarne dans le cursus par une place particulière accordée à la formation humaine, à la sociologie et à la pédagogie active par l'enquête (Dufour, 1998, p. 77). Au début des années 1980, dans un contexte d'évolution de l'agriculture, de réforme de l'enseignement supérieur agricole et de refonte du curriculum en fonction des disciplines et du marché de l'emploi, cette approche humaniste du développement s'étiole (Dufour, 1998, p. 209). C'est dans ce contexte, caractérisé par l'allongement du cursus de 4 à 5 ans qu'émergent les spécialisations de fin de cursus.

Jean-Claude Jauneau³, soutenu par Michel Guglielmi⁴, propose alors la création de l'option « développement économique, aménagement du territoire, gestion de projet », dont la première promotion arrive en 1989. Elle forme les étudiants qui se destinent en priorité « *au développement agricole et rural, à l'aménagement du territoire en France comme à l'étranger* ». Le cursus se caractérise par la place centrale accordée à l'analyse de l'action économique, aux politiques publiques ainsi qu'à l'évaluation et à la gestion de projet. Jean-Claude Jauneau et Michel Guglielmi exercent des missions de consultance, notamment d'évaluation des politiques régionales (Plans d'Aménagement Rural, contrats de pays, etc.). Ils sont également impliqués dans le développement naissant des relations internationales de l'école particulièrement en Europe. Le cursus est développé en lien avec des partenaires régionaux en cours de structuration (l'ARADEL⁵), et des partenaires de la coopération internationale et du développement dans les pays du Sud (le CIEDEL⁶). Pierre Forrat, expert dans le développement en Afrique de l'Ouest, intervient

3 Jean-Claude Jauneau est diplômé de l'INA Paris. Il démarre son parcours au Centre Technique du Génie Rural des Eaux et Forêts (CTGREF, ex-CEMAGREF) à Grenoble comme chargé d'études sur l'agriculture et l'aménagement des zones de montagne avant d'être recruté à l'ISARA en 1984.

4 Michel Guglielmi est diplômé de l'INA Paris. Il démarre son parcours comme chargé d'études économiques au Centre d'Étude et de Recherche sur l'Économie et l'Organisation des Productions Animales (CEREOPA) puis au ministère algérien de l'Agriculture, puis professeur d'économie en lycée. Il est recruté à l'ISARA en 1974, exerce différentes responsabilités et sera directeur de l'ISARA de 2000 à 2009.

5 Association des professionnels du développement économique en Rhône-Alpes.

6 Centre International d'Études pour le Développement Local.

sur le management – évaluation de projet dans la spécialisation pendant plus de quinze années.

« L'idée c'est sur les questions d'évaluation, plutôt en avance dans les pays du Sud mais balbutiantes en France, de faire un parallèle entre le Nord et le Sud. Donc il y avait une dimension montage de projet/évaluation assez forte à ce niveau qui était attractive et pouvait être utilisée dans d'autres domaines. Car en fait, quand on regardait où ils allaient travailler, les étudiants allaient un peu dans tous les secteurs, très peu dans le développement local. Ça rend modeste sur l'impact de sa formation⁷. »

Enfin, pour les étudiants, cette spécialisation se différencie par sa dimension d'ouverture à l'international avec un voyage d'étude à l'étranger, dans un contexte où les opportunités de départ à l'étranger dans le cursus restaient rares. L'Europe et la région Rhône-Alpes apportent un soutien à l'organisation de ces voyages dans le cadre d'une coopération interrégionale « les 4 moteurs pour l'Europe » qui fédérait les 4 régions Rhône-Alpes, Baden-Württemberg, Lombardie et Catalogne ; puis avec d'autres dispositifs européens dans un contexte d'élargissement à l'Est (Pologne).

À sa création cette spécialisation rencontre un public étudiant militant, mobilisé dans la mouvance tiers-mondiste. En effet, la même année, en 1989, les étudiants créent l'association étudiante Altaïr⁸.

La spécialisation est ainsi portée à la fois par une dynamique régionale motrice autour du développement local, par son ancrage méthodologique, notamment de gestion de projet de développement rural dans les pays du Sud, et par un ancrage européen traversé par l'élargissement à l'Est.

Au cours des années 1990, l'option « développement » devient le Domaine d'approfondissement (DA) Développement des territoires et Gestion de Projet (DTRGP). Patrick Mundler⁹ en reprend la coordination à son arrivée en 2002. Dans un contexte traversé par les débats sur la « multifonctionnalité » de l'agriculture (Mundler, 2002), Patrick Mundler majore alors les thématiques des relations agriculture-territoire, de la valorisation des produits de terroir et des circuits courts et de gestion de l'espace, avec notamment l'introduction de la compétence cartographique et des Systèmes d'Information Géographique. Cette période correspond aussi au développement de l'activité de recherche et à la consolidation de l'équipe. Carole Chazoule, Cécile Bernard, Philippe Fleury, Cécile Praly participent ainsi à cet élargissement thématique (Praly *et al.*, 2014 ; Bernard *et al.*, 2005 ; Guisepelli et Fleury, 2007).

7 Entretien avec Jean-Claude Jauneau, le 9 février 2021.

8 ALTAÏR, *Bulletin officiel*, n° 19890025, 10/05/1989.

9 Patrick Mundler, agriculteur puis enseignant-chercheur au collège coopératif Rhône-Alpes. Recruté à l'ISARA en 2002, il soutient sa thèse en économie en 2007 sur l'agriculture rhône-alpine.

En 1998, Jacques Godet¹⁰ prend la responsabilité d'un module puis reprend la coordination du DA en 2008. Il introduit d'abord une approche réflexive sur l'anthropologie du développement, sur la gouvernance et les démarches participatives. « *Dans un monde de plus en plus global et mondialisé, que faisons-nous et que pouvons-nous faire ?* » La philosophie vise à questionner les représentations, et porter « *une perception globale du développement s'intéressant aussi à un certain nombre d'indicateurs autres, aux aspects humains* »¹¹. Portant une réflexion sur la didactique, inspiré par F. Le Play, il renforce également les jeux de rôles et mises en situation « *trouver les bons compromis entre plus d'expérience, de formation* ». Enfin, avec l'objectif d'ouvrir sur des métiers et fonctions qui rejoignent et complétaient les métiers du développement « classique », Jacques Godet ménage au fil des années des ouvertures, autour de l'entreprise au cours de la fin des années 1990 afin de décloisonner les mondes ; puis autour de l'environnement, de l'aménagement des villes à partir de 2010. Marqueur de ces évolutions progressives, la refonte de 2013

Altaïr, révélateur d'une évolution des aspirations étudiantes

À la création de l'association, le projet d'Altaïr est inscrit au journal officiel en ces termes : « *prendre part concrètement à des projets de développement rural dans les zones les plus défavorisées du monde ; apprendre à connaître et à coopérer avec les organisations travaillant dans le tiers monde ; prendre part à tout projet rural en France ayant pour but de favoriser le développement ou le respect du tiers monde* ». Cette association très engagée dans le courant des années 1990-2000 pour le développement dans les pays du Tiers-monde a tissé des liens étroits avec les réseaux lyonnais de coopération internationale. L'intérêt pour la coopération internationale, sans jamais complètement disparaître, a cédé la place à une dynamique fédératrice autour du développement local au tournant des années 2000. Depuis 2010, les problématiques et enjeux écologiques s'affirment de plus en plus comme fédérateurs, avec un engagement dans une participation aux journées climat par exemple. En 2020, porté par un collectif d'étudiants, en rupture avec le caractère militant, politique et très engagé de l'association jusqu'alors, le projet associatif est ainsi défini « *une association de sensibilisation et d'action pour un développement respectueux de l'homme dans son environnement. Elle a pour but de sensibiliser les citoyens dans les domaines majeurs que sont l'agriculture, l'alimentation et le développement durable et à la volonté d'œuvrer, à son échelle, sur le plan international et local* ». On peut observer que la notion de développement se maintient, ainsi que les deux entrées du local et de l'international. Il n'y a pas de lien formel entre Altaïr et le Domaine d'Approfondissement, mais on retrouve parmi les étudiants impliqués dans Altaïr un noyau actif engagé pour le développement et inscrits dans le Domaine d'Approfondissement.

10 Arrivé à l'Isara en 1994, Jacques Godet, anthropologue de formation, part d'une expérience dans le développement rural, tant en Afrique (sociétés pastorales de Somalie et d'Éthiopie) qu'en France (Tarn, Bretagne).

11 Entretien avec Jacques Godet, février 2021.

acte d'un nouveau nom, le Domaine d'Approfondissement « Développement et Ingénierie des Territoires ».

En 2018, cependant, le développement territorial ou local peine à faire sens à l'ISARA. Les perspectives d'employabilité paraissent peu lisibles, sous l'effet de la réorganisation territoriale, et d'un changement de stratégie de la région Auvergne-Rhône-Alpes qui impacte le secteur du développement local. L'attractivité du DA connaît à partir de 2016 une baisse des effectifs, une quinzaine d'étudiants plutôt que la trentaine des années précédentes. Des fluctuations parfois notables du nombre d'élèves avaient déjà eu lieu dans le passé, semblant refléter les doutes quant à l'employabilité des métiers du développement territorial, qui restent liés à cette catégorisation dite des « métiers flous » mise en exergue par le sociologue Gilles Jeannot (Jeannot, 2005). Les étudiants qui choisissent de le faire n'en restent pas moins mobilisés et s'attellent à déconstruire les idées reçues : « DIT, ce n'est pas la filière chômage ! ». En effet, plus que jamais, les problématiques et enjeux de transition agricoles et alimentaires s'affirment dans les territoires : développement de stratégies alimentaires territorialisées, évolution des pratiques agricoles face à la préservation de ressources telles que l'eau ou la biodiversité, reconquête des franges urbaines pour l'alimentation ou les jardins. Ces sujets en eux-mêmes continuent d'ailleurs d'intéresser des étudiants, mais quels seraient les bons mots pour les rendre plus porteurs ? Quelles seront les compétences cruciales pour les professionnels qui seront amenés à accompagner ces changements dans les territoires ?

Une refonte collective du projet pédagogique autour d'un triptyque territoire, système alimentaire, environnement

Le passage de relais de la coordination du DA de Jacques Godet à Perrine Vandembroucke¹² va être l'occasion d'une réorganisation en profondeur, dans une autre perspective que les refontes précédentes plus progressives. Celle-ci a démarré par une phase de déconstruction du projet pédagogique, mis en tension au sein de l'équipe autour de ses entrées thématiques : constat d'une difficulté à faire parler les notions de territoire et de développement, intérêt croissant des partenaires territoriaux autour du développement de systèmes alimentaires territorialisés et durables, attentes de plus en plus marquées des étudiants autour de l'environnement et de la gestion des ressources. À l'évidence, une entrée par les thèmes fermait le débat, aussi le parti pris fut de reprendre, affiner et renforcer la réflexion autour des métiers avec une approche prospective sur l'ambition pédagogique pour répondre aux besoins des professionnels. Un travail d'évaluation des besoins a ainsi été mené, à

12 Perrine Vandembroucke, diplômée de l'AgroParisTech recrutée à l'ISARA en 2011 en remplacement de Jean-Claude Jauneau. Elle soutient sa thèse en géographie de l'Université Lyon 2 sur les relations exploitation agricole/territoire.

partir des projets de recherche-action, des cursus proposés dans les autres écoles d'ingénieurs et universités, d'échanges avec les professionnels et experts du secteur et de l'employabilité¹³ en particulier Anne Carton, directrice de Cap Rural, et d'échanges avec les étudiants. Cette première phase fait émerger un consensus sur trois compétences clefs :

- Développer un recul critique sur les problématiques avec une approche globale des enjeux du développement durable selon les différentes dimensions sociales, économiques, écologiques aux échelles locale comme globale.
- Concevoir et piloter un projet multipartenaire de gestion des ressources et de préservation de l'environnement, de développement de systèmes alimentaires durables ou de développement territorial.
- Accompagner le changement et l'émergence de stratégies innovantes.

Ceci a guidé la redéfinition du domaine d'approfondissement et le choix de l'intitulé : Stratégie, Innovation, Gouvernance des filières et des territoires. D'autres orientations auraient pu être prises à ce stade, deux en particulier ont été envisagées : l'une orientée sur la thématique de l'économie et des politiques agricoles et alimentaires à l'international, et la seconde, plus technique, concernant aménagement et ingénierie écologique. L'option retenue, plus proche de l'identité de l'équipe, s'inscrit en définitive dans une continuité, ancrée dans une certaine philosophie du développement local. Elle marque aussi un positionnement spécifique et différenciant avec les écoles partenaires de Lille, Angers et Toulouse.

Le choix fait s'orienter donc vers un triple ancrage thématique autour des territoires, des systèmes alimentaires, et de l'environnement. Ceci répond à un besoin croissant de transversalité dans les postes, ainsi qu'à l'intérêt d'un positionnement spécifique d'ingénieurs agronomes dans les territoires. Les travaux scientifiques de l'équipe révèlent en effet la recherche d'approches transversales et systémiques pour aborder les transitions agricoles et alimentaires dans les territoires. Les travaux d'Audrey Vincent et Philippe Fleury montrent que pour résoudre les problématiques de qualité de l'eau à l'échelle de bassins versants, les agences de l'eau s'intéressent de plus en plus au développement de filières, en agriculture biologique, ou à bas niveaux d'intrants (Fleury, Cresson et Vincent, 2016). Les travaux menés autour des systèmes alimentaires du milieu par Carole Chazoule et Mathieu Désolé (Chazoule *et al.*, 2015, Chazoule *et al.*, 2018, Le Velly *et al.*, 2021), montrent une implication croissante des collectivités territoriales dans un rôle d'intermédiation dans le développement de filières territorialisées (Fournier *et al.*, 2020). Les

13 Plusieurs entretiens ont été réalisés notamment avec Jean-Michel Sotton, de l'APECITA ; la participation aux échanges dans le cadre du Carrefour des métiers du développement local, des échanges avec le CIEDEL.

métropoles affirment en effet à partir de la moitié des années 2010 leurs stratégies et politiques alimentaires (Brand, 2015), et le recrutement de Caroline Brand en 2019 marque la volonté d'inscrire au curriculum la question urbaine comme moteur de reconfigurations territoriales. L'affirmation des Projets Alimentaires Territoriaux (PAT) déploie ce mouvement de relocalisation des stratégies alimentaires à l'ensemble des territoires urbains et ruraux. L'équipe montre toutefois que le développement de filières territorialisées n'entraîne pas de manière évidente des processus d'écologisation (Brives *et al.*, 2020). Les formes de gouvernance territoriale et d'accompagnement des collectifs agricoles sont en effet questionnées dans leur capacité à générer des processus d'apprentissage (Vandenbroucke *et al.*, 2019, Cardona *et al.*, 2021).

Un portage collectif du projet pédagogique se structure ainsi autour de trois modules thématiques, territoires, systèmes alimentaires et environnement. Construit autour du voyage d'étude, le premier module, aménagement et développement des territoires, vise à donner des clés de compréhension d'un territoire dans ses composantes sociales, économiques, environnementales ; à appréhender les enjeux, acteurs et politiques publiques de l'aménagement et du développement des territoires. Le second module vise à donner des clés de lecture ainsi que des méthodes pour le développement de systèmes alimentaires durables et résilients et celui des projets alimentaires territoriaux : création et répartition de la valeur, logistique, gouvernance et évaluation des performances, interterritorialité, gouvernance public/privé, rôle des territoires dans le développement d'une alimentation durable. Le troisième module vise à appréhender les enjeux de gestion, de préservation et de restauration des ressources naturelles considérées comme bien commun, à comprendre les acteurs et politiques publiques et à mobiliser des méthodes et outils réglementaires et de concertation, notamment pour la gestion de l'eau et de la biodiversité.

Cet ancrage de la formation au plus proche des travaux de recherche de l'équipe est important. Les étudiants sont en effet mis à contribution dans les projets de recherche, individuellement ou dans leurs travaux de groupes. Ainsi, par exemple, depuis plusieurs années des groupes d'étudiants participent à l'accompagnement de la stratégie de relocalisation de l'alimentation de la métropole de Lyon¹⁴, et de nombreux chercheurs et acteurs impliqués dans le projet de recherche sur les Systèmes Alimentaires du Milieu (SYAM) interviennent dans le cursus pour partager l'expertise développée sur ces fronts émergents. Ceci permet d'inscrire la formation au plus proche des mutations à l'œuvre dans les territoires et constitue un atout pour l'employabilité. Ainsi par exemple, de nombreux étudiants candidatent en 2020, pour des postes d'animation ou de coordination de projets alimentaires territoriaux.

14 Le recrutement de Caroline Brand en 2019 marque d'ailleurs la volonté d'intégrer les questions urbaines comme moteur important de reconfigurations territoriales.

La capacité à concevoir et piloter des projets en partenariat avec une diversité d'acteurs publics, privés, opérateurs des filières de l'amont à l'aval, citoyens ou chercheurs agricoles ou environnementaux, s'affirme ainsi centrale. L'approche méthodologique de conduite de projet connaît toutefois des mutations par rapport aux approches inspirées du développement rural au Sud des années 1990. À l'approche séquentielle de diagnostic, problématisation, développement du plan d'action, évaluation, succèdent des approches plus itératives d'expérimentation – test, la mobilisation des méthodes de la créativité, de la participation et de la négociation parfois conflictuelle pour accompagner la recherche de solutions. Or les ingénieurs de l'ISARA sont bien formés à la démarche scientifique : contextualisation, identification et formulation de la problématique, des hypothèses et de la méthodologie, traitement et analyse des données, interprétation-discussion des résultats et formulation de recommandations. Il s'agit donc dans cette dernière étape de leur cursus de les conduire à appréhender la dimension managériale spécifique à ces projets multi-partenariaux : identifier, mobiliser et accompagner les partenaires stratégiques autour d'une problématique. L'enjeu est également qu'ils puissent appréhender la conception de projet avec un changement de posture : maintenir la pratique de l'état des lieux de la situation, mais aussi accepter que celui-ci puisse rester inachevé, imparfait, et que cela n'empêche pas de s'orienter vers l'action et la prise de décision. Selon la formule de Philippe Silberzahn, « *pour décider en incertitude, il faut être capable de générer de nouvelles hypothèses, de manière créative, de manière large, de manière à ne pas se laisser surprendre. Cette capacité à générer de nouvelles hypothèses repose sur la diversité d'opinions* »¹⁵. Comme le soulignent les travaux de Mylène Thou et Pascale Vincent, cette dimension d'accompagnement du changement et des dynamiques d'innovation s'affirme en effet comme une composante centrale de l'évolution des métiers du développement rural (Thou et Vincent, 2018). Ceci renvoie également à un besoin de flexibilité dans les postures : les professionnels doivent pouvoir être en même temps animateurs, entrepreneurs, gestionnaires¹⁶. La mise en situation en groupe dans le cadre des études professionnelles constitue une opportunité d'expérimentation et d'application de test de ces méthodes et approches. Six semaines, soit un tiers du temps de formation, sont dédiées à cette mise en situation. La place accordée à ces pédagogies actives par la mise en situation a été fondatrice du projet pédagogique de l'ISARA et reste centrale tout au long du cursus et plus particulièrement au cours des quatrièmes et cinquièmes années. En lien avec un « commanditaire », qui formule une problématique ou un besoin d'accompagnement, et accompagnés par un tuteur pédagogique, les groupes de quatre à six étudiants conduisent ainsi une phase

15 Silberzahn P., *Mooc Questions stratégiques : comprendre et décider dans un monde en mutation*, CNAM, suivi en 2020.

16 Entretien avec Anne Carton, directrice de Cap Rural, mai 2018.

d'étude et d'analyse, puis accompagnent un processus de concertation, d'aide à la décision en mobilisant les méthodes acquises au cours de leur formation. Le tuteur pédagogique accompagne, tout au long du processus, la progressive évolution de posture des étudiants. De plus, deux temps de travail collectifs, à mi-parcours et en fin de projet, permettent, par une approche réflexive, de mettre en lumière les apprentissages dans le fonctionnement du groupe, dans leur relation au « commanditaire » et au tuteur, de resituer leur place et leur rôle dans l'accompagnement du projet.

Enfin, le dernier enjeu, crucial, consiste à développer l'esprit critique des étudiants, développer la prise de recul vis-à-vis des rapports de force entre acteurs, la capacité à se saisir des enjeux en articulant une approche globale et locale à la fois. Ceci passe par des interventions de conférenciers, ainsi que par deux dispositifs pédagogiques centraux. Le premier, mis en place dans le DA dès les années 1990, est la lecture d'un ouvrage d'économie, sociologie, philosophie ou politique, choisi parmi un « socle » bibliographique sur lequel repose le domaine d'approfondissement. La rédaction et le partage de ces comptes-rendus participent à une mise en perspective plus globale autour des sujets et enjeux du développement. Ensuite, les étudiants doivent réaliser un travail d'analyse des enjeux, acteurs et politiques sur une problématique en débat dans notre société. S'inspirant des approches croisées de l'analyse des controverses (Méadel, 2015) et d'analyse des politiques publiques (Müller, 2018), il s'agit de décrypter la construction sociale des problématiques, les rapports de force entre des acteurs aux ressources hétérogènes, la place des différentes formes de savoirs et d'expertises, les instruments et objets d'intermédiation (Lascoumes et Le Galès, 2005), de distinguer forums de discussion et arènes décisionnelles (Fouilleux et Jobert, 2017). Une mise en situation de débat sur des controverses que suscite l'alimentation durable est l'occasion pour les étudiants de développer leur capacité d'argumentation, de les sensibiliser à la vertu de ces controverses pour éclairer les débats sociétaux. L'enjeu est ainsi d'amener une approche réflexive sur leur place d'ingénieurs dans la société avec un contexte de démocratie technique (Callon *et al.*, 2001).

Le contexte se révèle plus favorable en termes d'employabilité. Les communautés de communes, stabilisées suite à la loi NOTRe, affirment leurs stratégies agricoles et alimentaires, les projets alimentaires territoriaux se développent et plus récemment le dispositif « France relance » génère des opportunités nouvelles. Par comparaison avec d'autres secteurs d'employabilité des étudiants, les niveaux de salaires, taux de CDI, restent inférieurs à ceux du secteur agro-alimentaire, mais se maintiennent à des niveaux honorables, équivalents voire supérieurs à ceux du secteur agricole. Le projet pédagogique requalifié attire, les effectifs remontent autour de 30-35 étudiants. L'aspiration à répondre aux défis écologiques s'affirme comme structurante, et la recherche d'une approche plus technique d'expertise en ingénierie écologique revient souvent

comme une frustration de l'approche transversale retenue, et certains poursuivent dans des masters spécialisés. Mais le domaine d'approfondissement attire des profils d'étudiants divers, militants pour le développement agricole (mouvements paysans, développement rural), engagés dans les dynamiques entrepreneuriales autour de l'économie sociale et solidaire, attirés par les enjeux de l'alimentation durable, l'environnement, ou encore en recherche d'ouverture vers une approche plus globale des enjeux.

Conclusion

Cet article met en perspective l'évolution d'une spécialisation orientée vers le développement territorial de sa création en 1989 à 2021. Il révèle une continuité dans l'inscription de cette spécialisation autour d'une approche du développement, dont l'inspiration était déjà fondatrice à la création de l'ISARA, et confortée par une inscription dans les réseaux du développement local. En résonance avec les mutations régionales, les « objets » et les thématiques évoluent cependant, du développement rural à la multifonctionnalité de l'agriculture, puis à l'affirmation des enjeux de la crise environnementale et du besoin de concevoir des systèmes alimentaires plus durables. Par rapport au référentiel de métier d'agent de développement se dégage un positionnement spécifique d'ingénieurs agronomes avec un ancrage thématique autour des enjeux agricoles et alimentaires.

Bibliographie

- Bernard, C., Dufour, A., Angelucci, M.-A. (2005), « L'agriculture périurbaine : interactions sociales et renouvellement du métier d'agriculteur », *Économie rurale*, n° 288, pp. 70-85.
- Brand, C. (2015), *Alimentation et métropolisation : repenser le territoire à l'aune d'une problématique vitale oubliée*, Thèse de doctorat de géographie, Université Grenoble-Alpes, 656 p.
- Brives, H., Heinisch, C., Désolé, M., Chazoule, C., Vandenbroucke, P. (2020), « Le développement de filières locales est-il gage d'une écologisation des pratiques agricoles ? », *Développement durable et territoires*, 11(1).
- Callon, M., Lascoumes, P., Barthe, Y. (2001), *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Seuil, 368 p.
- Cardona, A., Brives, H., Lamine, C., Godet, J., Gouttenoire, L., Rénier, L. (2021), « Les appuis de l'action collective mobilisés dans les transitions agroécologiques. Enseignements de l'analyse de cinq collectifs d'agriculteurs en Rhône-Alpes », *Cahiers Agricultures*, 30.
- Chazoule, C., Fleury, P., Brives, H., (2015), « Systèmes alimentaires du milieu et création de chaînes de valeurs : concepts et études de cas dans la région Rhône-Alpes », *Économies et Sociétés*, 37(8), 1203-1219.
- Chazoule, C., Lafosse, G., Brulard, N., Cung, V.D., Fleury, P., Fournier, S., Le Velly, R., Paris, J.L., Traversac, J.B., Trognon, L. (2018), « Produire et échanger dans le cadre de systèmes alimentaires du milieu : des incertitudes aux partenariats », *Pour*, 234-235(2-3), 143-150.
- Dufour, A. (1998), *Les Enjeux de l'enseignement de la sociologie dans une école d'ingénieur. Analyse du curriculum de l'Institut supérieur d'agriculture Rhône-Alpes de 1968 à 1994*, Thèse de doctorat de sciences de l'éducation, dirigée par Guy Avanzini, Université Lyon 2, 466 p.

- Fleury, P., Cresson, C., Vincent, A. (2016), « Agriculture biologique et développement local », *Innovations agronomiques*, 51, 77-88.
- Fouilleux, E., Jobert, B. (2017), « Le cheminement des controverses dans la globalisation néo-libérale : pour une approche agonistique des politiques publiques », *Gouvernement et action publique*, OL6, 9-36.
- Fournier, S., Le Velly, R., Lafosse, G., Chazoule, C., Désolé, M., (2020), « L'intermédiation territoriale publique, une troisième voie entre dispositifs top-down et bottom-up ? Le cas du Pôle agroalimentaire de l'Isère », *Géographie, Économie, Société*, 22(3-4), 329-346.
- Guisepelli, E., Fleury, P. (2007). « Le paysage à la croisée des choix de développement local : quelles connaissances pour quels enjeux ? Quels outils pour l'action ? » Dans: M. Berlan-Darqué (dir.), *Paysages : de la connaissance à l'action* (pp. 251-262). Versailles, Quæ.
- Jeannot, G., (2005), *Les métiers flous. Travail et action publique*, Toulouse, Octarès, 166 p.
- Lascoumes, P., Le Galès, P. (2005), *Gouverner par les instruments*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Le Velly, R., Chazoule, C., Crosnier, M., Désolé, M., Fournier, S., (2021), « Comment faire SyAM. Observation de trois circuits alimentaires territorialisés », *Sociologie pratique*, n° 43 (en cours d'impression).
- Méadel, C. (2015), « Les controverses comme apprentissage », *Hermès. La Revue*, 73, 45-50.
- Muller, P. (2018), *Les politiques publiques*, Paris, Presses universitaires de France.
- Mundler, P. (2002), « Multifonctionnalité de l'agriculture et développement rural », *Économie & Humanisme*, 362, 5 p.
- Praly, C., Chazoule, C., Delfosse, C., Mundler, P. (2014), « Les circuits de proximité, cadre d'analyse de la relocalisation des circuits alimentaires », *Géographie, économie, société*, 16, 455-478.
- Thou, M., Vincent, P. (2018), *Comprendre, repérer et accompagner l'innovation sociale et territoriale - Guide pour renouveler son approche du développement local*, Lyon, Chronique sociale, 227 p.
- Vandenbroucke, P., Jabrin, M., Guirimand, L., Heinisch, C., Brives, H. (2020), « Le territoire comme catalyseur de la transition agroécologique », in C. Bosc, M. Arrignon (dir.), *Les transitions agroécologiques en France : enjeux, conditions et modalités du changement*, Clermont-Ferrand, Presses universitaires Blaise-Pascal, pp. 113-130.

